

Harvard rejoint les universitaires pour un boycott des éditeurs

Le Monde.fr | 25.04.2012 à 20h57 • Mis à jour le 26.04.2012 à 10h57

Par Anna Benjamin



L'université d'Harvard, près de Boston, forme et a formé une grande part des dirigeants américains, dont l'actuel président Barack Obama. | AFP/William B. Plowman

Plus de 10 000 universitaires du monde entier ont déjà signé la pétition, "[Le coût du savoir](http://thecostofknowledge.com/)" (<http://thecostofknowledge.com/>). Elle appelle au boycott de Elsevier, le géant hollandais de l'édition qui publie 2 000 revues scientifiques différentes par an. En cause : le prix des abonnements à ces revues que payent les bibliothèques des universités. Elles dépenseraient souvent plus de la moitié de leur budget dans ces achats à trois grands éditeurs commerciaux : Elsevier, Springer et Wiley.

Cette initiative est née d'un [article sur le blog d'un mathématicien](http://gowers.wordpress.com/2012/01/21/elsevier-my-part-in-its-downfall/) (<http://gowers.wordpress.com/2012/01/21/elsevier-my-part-in-its-downfall/>) de l'Université de Cambridge, Timothy Gowers, médaille Fields en 1998. Ce mathématicien a annoncé le 21 janvier qu'il ne ferait plus publier ses recherches dans les revues de l'éditeur Elsevier. La communauté mathématique l'a soutenu moins d'un mois après. [Trente-quatre mathématiciens ont dénoncé](http://gowers.files.wordpress.com/2012/02/elsevierstatementfinal.pdf) (<http://gowers.files.wordpress.com/2012/02/elsevierstatementfinal.pdf>) "*un système dans lequel les éditeurs commerciaux font des profits sur la base du travail de mathématiciens et de frais d'abonnement des bibliothèques*".

Un des litiges vient de la "[loi sur les travaux de recherche](http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/z?c112:H.R.3699:)" (<http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/z?c112:H.R.3699:>) , un projet présenté au Congrès américain en décembre 2011 qui interdit aux agences fédérales d'exiger le libre accès à des résultats scientifiques, même si ces recherches sont financées par l'Etat fédéral américain. "*La loi sur les travaux de recherche a été la goutte qui a fait déborder le vase pour beaucoup de gens*", [a déclaré la mathématicienne](http://www.nytimes.com/2012/02/14/science/researchers-boycott-elsevier-journal-publisher.html) (<http://www.nytimes.com/2012/02/14/science/researchers-boycott-elsevier-journal-publisher.html>) Ingrid Daubechies, de l'Université Duke.

HARVARD PLAIDE POUR LE LIBRE ACCÈS À SES RECHERCHES

L'université de Harvard, à Boston, vient de rejoindre le combat. Elle a beau être la seconde institution à but non lucratif la plus riche dans le monde, sa collection de revues académiques spécialisées plombe aussi ses comptes. Le prix des abonnements par les éditeurs universitaires lui coûte chaque année en moyenne 3,75 millions de dollars. [Une note publiée sur son site \(http://isites.harvard.edu/icb/icb.do?keyword=k77982&tabgroupid=icb.tabgroup143448\)](http://isites.harvard.edu/icb/icb.do?keyword=k77982&tabgroupid=icb.tabgroup143448) et envoyée à ses 2 100 professeurs et chercheurs, les encourage à mettre à disposition, librement, en ligne leurs recherches.

Selon ce document, en augmentant leurs profits - 36 % en 2010 pour Elsevier pour un revenu de 3,2 milliards de dollars -, les éditeurs les plus importants provoquent une *"situation insoutenable"* dans les universités en créant un partage *"financièrement non viable"* et *"académiquement restrictif"*. Les prix pour l'accès des articles en ligne de deux des éditeurs les plus importants aurait augmenté de 145 % sur les six dernières années, certaines revues coûtant près de 40 000 dollars, l'équivalent d'un an de scolarité. Selon cette note encore, les abonnements sont si élevés qu'à terme cela *"va sérieusement contrer les efforts des collections scientifiques dans beaucoup de domaines"*. Les bibliothèques sont, elles, invitées à rendre les contrats plus transparents. Pour l'instant, ils empêchent les universités de rendre public les frais qu'elles paient à certains éditeurs.

"DES PRIX SCANDALEUX"

Ce mouvement met Harvard au centre d'un débat qui prend de l'ampleur : l'accès aux travaux de la recherche universitaire, dont une grande partie est financée par le contribuable.

Les éditeurs ne supporteraient qu'une infime partie des coûts de production. Robert Darnton, directeur de la bibliothèque de Harvard, [a expliqué au Guardian \(http://www.guardian.co.uk/science/2012/apr/24/harvard-university-journal-publishers-prices\)](http://www.guardian.co.uk/science/2012/apr/24/harvard-university-journal-publishers-prices) : *"J'espère que d'autres universités vont faire des actions similaires. On est tous confrontés au même paradoxe. Nous faisons les recherches, écrivons les articles, œuvrons au référencement des articles par d'autres chercheurs, le tout gratuitement... Et ensuite nous rachetons le résultat de notre travail à des prix scandaleux."*

"A long terme, la réponse sera de rendre libre d'accès les publications des revues, mais nous avons besoin d'un effort concerté pour atteindre cet objectif", ajoute-t-il. [Pour Geroge Monbiot, journaliste et universitaire \(http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/aug/29/academic-publishers-murdoch-socialist\)](http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/aug/29/academic-publishers-murdoch-socialist), *"les éditeurs universitaires font ressembler Murdoch à un socialiste" : "Ce que nous voyons ici, c'est du capitalisme rentier pur : monopoliser une ressource publique et faire payer des frais exorbitants pour l'utiliser. Un autre terme pour le qualifier est le parasite économique."*

[Elsevier se défend dans une déclaration \(http://www.elsevier.com/wps/find/intro.cws_home/elsevieropenletter\)](http://www.elsevier.com/wps/find/intro.cws_home/elsevieropenletter) : *"La lettre du Conseil consultatif de l'université de Harvard ne spécifie pas un nom d'éditeur en particulier. Nous avons de bonnes relations avec les bibliothèques d'Harvard et nous avons conclu récemment un accord qui leur convient leur donnant la liberté de choisir les titres de revues qu'ils souhaitent"*. En effet, cet éditeur pratique la vente couplée de plusieurs journaux à la fois, sans possibilité pour les bibliothèques de choisir certaines publications et pas d'autres.

"Si Harvard ne peut pas se procurer tous les journaux dont les chercheurs ont besoin, je vous laisse imaginer ce qu'il nous reste à nous", ajoute David Prosser, le directeur des librairies universitaires en Angleterre. *Il y a toujours eu un problème avec le budget des bibliothèques. La*

note d'Harvard montre que c'est plus important que cela. C'est au cœur de l'éducation et de la recherche. Si vous ne pouvez pas avoir accès à la littérature, cela nuit à la recherche."

D'AUTRES UNIVERSITÉS POURRAIENT IMITER HARVARD

Heather Joseph, directrice de la Scholarly Publishing and Academic Resources Coalition, créée par l'association des bibliothèques de recherche américaine, a indiqué que d'autres universités pourraient suivre l'exemple de Harvard : *"Les bibliothèques ont essayé de tirer la sonnette d'alarme à ce sujet depuis un certain temps, mais ce sont les membres du corps professoral qui sont les producteurs et les consommateurs des articles. Ils ont obtenu les clés pour un changement significatif du marché de l'édition. Avoir Harvard qui appelle à ce que les autres universités fassent de même est un geste très significatif."*

De plus en plus d'universités à travers le monde commencent à exiger de leurs chercheurs de rendre disponible leurs publications en libre accès, et non plus par le biais de ces revues - qui permettent pourtant aux spécialistes de faire valider leurs travaux, de les diffuser, et participer à leur réputation et à celle de leur laboratoire universitaire. [Un sondage international](http://www.jisc.ac.uk/whatwedo/topics/opentechnologies/openaccess/reports/selfarchiving.aspx) (<http://www.jisc.ac.uk/whatwedo/topics/opentechnologies/openaccess/reports/selfarchiving.aspx>), réalisé à la demande du Comité pour la mutualisation des systèmes d'information de l'enseignement supérieur britannique, révèle que 81 % des chercheurs seraient prêts à déposer leurs articles dans des archives en libre accès.

Anna Benjamin